



DÉBATS & ANALYSES

« Avec M. Blanquer, c'est marche arrière toute ! »

Pour Agathe Gagé, ancienne directrice adjointe de cabinet de Najat Vallaud-Belkacem, le ministre de l'éducation n'est prêt à relever aucun des défis éducatifs concernant les moyens, la transformation du baccalauréat ou les ressources humaines

Par AGATHE GAGÉ

Une rentrée scolaire qui débute, c'est toujours une angoisse pour les parents, une excitation pour les enfants, et une gageure pour le ministre de l'éducation nationale. Jean-Michel Blanquer a présenté le cap qu'il entendait fixer pour l'école mardi 29 août lors de la traditionnelle conférence de presse de rentrée. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il barre en arrière toute par rapport à la politique éducative conduite dans les cinq dernières années. Et qu'il court derrière le rétablissement à l'identique des mesures qui ont pu évoluer depuis son passage dans les cabinets et les directions du ministère de l'éducation (des évaluations systématisées aux internats dits « d'excellence »). Tous ceux qui sont convaincus que l'école française a besoin de continuité en sont pour leurs frais. Et les élèves risquent de l'être également.

La rentrée scolaire 2017 est placée, de façon inédite, sous le signe du « *en même temps* ». Des écoliers suivront « *en même temps* », selon leurs communes de rési-

dence, la semaine de quatre jours et celle de quatre jours et demi. Cinquante pour cent des maîtres surnuméraires dans les écoles – les « *plus de maîtres que de classes* » – sont supprimés et, « *en même temps* », l'autre moitié est maintenue. Le tout-disciplinaire fait un retour en force au collège mais l'interdisciplinarité peut, « *en même temps* », continuer à être proposée aux collégiens lorsque leurs professeurs le souhaitent. Une philosophie qui interroge dans le domaine éducatif. Et ne répond en rien aux défis que doit affronter notre système éducatif.

Pour en finir avec le déterminisme social qui gangrène notre école et la promesse républicaine de méritocratie, pour surmonter les difficultés majeures que rencontre encore un élève sur cinq à l'entrée au collège, un effort massif doit continuer à être porté sur l'école élémentaire. Un effort en termes de moyens concrets et non de fausses polémiques sur les méthodes de lecture qui seraient soi-disant privilégiées par les professeurs des écoles (le nouveau



ministre de l'éducation devrait prendre le temps de lire, avant la rentrée, les enquêtes et les programmes scolaires des dix dernières années).

ENGAGEMENT

Ce défi des moyens, Jean-Michel Blanquer ne semble pas prêt à le relever. La principale promesse de campagne du candidat Emmanuel Macron pour l'école, à savoir les douze élèves par classe en CP et CE1 en réseau d'éducation prioritaire, a pris de plein fouet le choc de l'absence de moyens humains et financiers nouveaux consacrés à sa mise en place à la rentrée. Dédoubler les classes suppose plus de locaux pour accueillir les élèves et plus d'enseignants pour les prendre en charge. Ou, à défaut, une réalité éloignée de l'engagement du candidat Macron, puisque 30 % des classes préparatoires (CP) à 12 élèves seront en fait des CP à 24 – soit 2 x 12 dans une même salle de classe. Et rappelons que les effectifs d'enseignants remplaçants ont été diminués pour financer la mise en œuvre des classes à douze élèves.

Le défi des moyens accordés à l'école ne concerne pas que l'école élémentaire. Il se pose également au collège. Les heures de langues vivantes proposées en plus dans certains collèges à une minorité d'élèves, à travers le rétablissement des sections européennes et la création de nouvelles sections bilangues à moyens constants, se font au prix de la suppression d'heures de cours en petits groupes en sciences, en enseignement moral et civique, en langues vivantes. Si, au regard de l'importance du nombre des créations de postes ces cinq dernières années, la rentrée 2017 doit pouvoir se faire dans de bonnes conditions, la question des moyens ne peut être balayée dans l'éducation nationale d'un revers de main venu de Bercy. D'autant que le programme « devoirs faits », dont Jean-Michel Blanquer a prévu le lancement dès septembre et qui pourrait contribuer à résorber une source d'inégalités profondes entre élèves, nécessitera une mobilisation importante d'enseignants, d'assistants d'éducation et de jeunes en service civique.

Le nouveau ministre de l'éducation a, pour le lycée, le mérite de vouloir

ouvrir l'épineux dossier de la transformation du baccalauréat. Sujet essentiel mais qui ne doit être abordé ni comme un problème de gestion – l'insistance de Jean-Michel Blanquer à souligner un « *pilotage de l'examen compliqué* » est à ce titre plutôt inquiétante – ni comme une réponse à la crise de l'entrée dans l'enseignement supérieur qu'ont révélée les milliers d'élèves qui se sont retrouvés sans université pour les accueillir en plein mois de juillet cet été. La valeur du diplôme du baccalauréat est loin d'être, n'en déplaise à ses détracteurs (pour la plupart bacheliers depuis au moins trois générations), uniquement symbolique. Le caractère national du premier diplôme français de l'enseignement supérieur est, dans le cadre de la concertation annoncée pour octobre, en jeu. Et avec lui la confiance que les familles accordent, du cours préparatoire à la fin du lycée, à l'école de leurs enfants, capable de leur transmettre les savoirs essentiels, même si chacun sait que les plus initiés se réservent des parcours privilégiés.

L'évolution du baccalauréat ne doit être pensée ni comme une équation budgétaire ni comme un champ de confrontation idéologique. Elle doit permettre à nos lycéens d'être préparés le mieux possible à l'entrée dans un enseignement supérieur qui a vocation, pour le bien de tout notre pays, à accueillir la très grande majorité d'entre eux. A ce titre, et même si cela entraîne une véritable révolution copernicienne pour notre lycée, l'organisation de l'ensemble des épreuves du baccalauréat en classe de première pour permettre à la terminale d'être une année véritable de spécialisation et de choix est un scénario qui mérite d'être étudié de près.

MIEUX FORMER LES ENSEIGNANTS

Mieux former les élèves suppose, enfin, de mieux former les enseignants. Jean-Michel Blanquer, pourtant aux manettes lors de la suppression, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, de leur formation initiale, semble être aujourd'hui converti à cette évidence. Le nouveau ministre saura-t-il toutefois vraiment relever le défi de la gestion



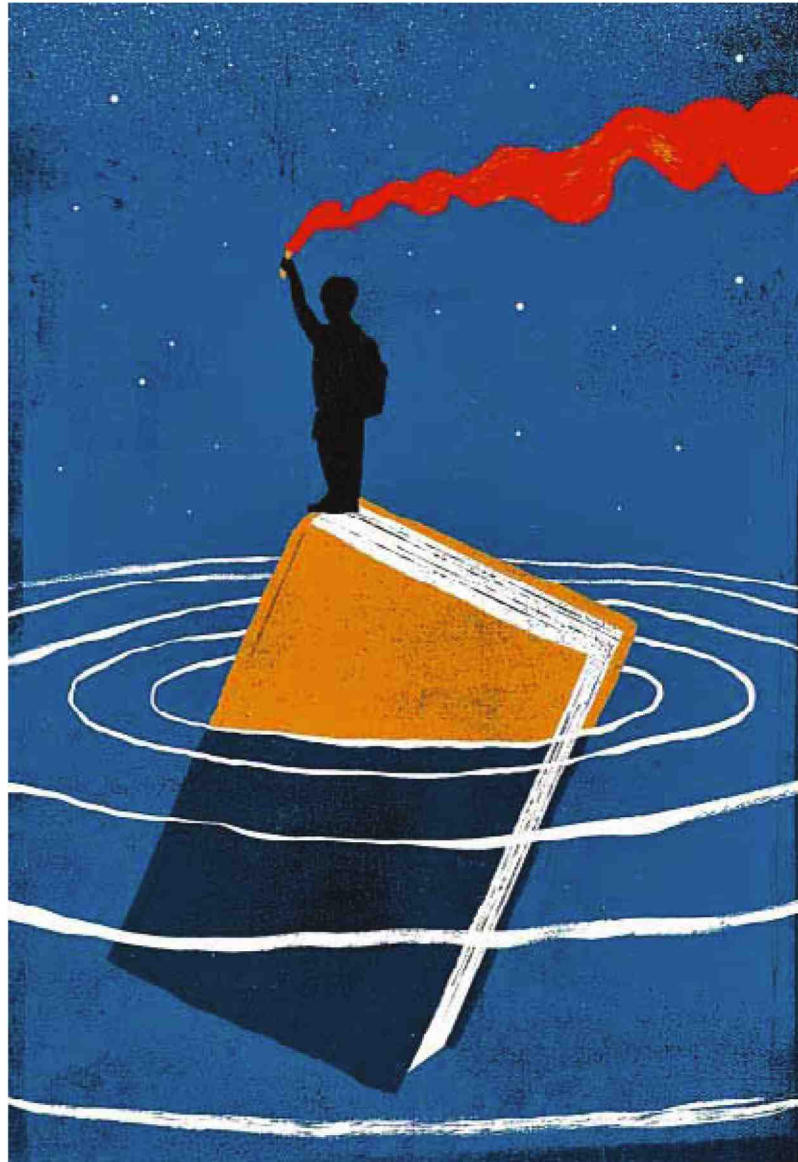
des ressources humaines? L'éducation nationale française, réputée pour être le troisième employeur du monde derrière l'armée chinoise et les chemins de fer indiens. Des centaines de milliers d'enseignants, de personnels de direction, d'éducation, d'orientation, sociaux et de santé, d'agents de l'administration centrale et des rectorats la font vivre quotidiennement au service des élèves et de leur réussite.

Les cinq dernières années ont été consacrées à une réflexion collective sur les évolutions de leurs métiers et l'amélioration de leur rémunération. Mais le dossier des parcours de carrière, de l'empiétement du temps professionnel sur le temps privé, des profils atypiques, du management dans les établissements n'a, au fil des dizaines de ministres de l'éducation qui se sont succédé et au regard de sa complexité, jamais été véritablement ouvert, et celui de l'évaluation des enseignants n'a été qu'à peine effleuré. Pourtant, la demande de stabilité, de visibilité sur plusieurs années, de qualité de vie exprimée par les enseignants traduit un véritable besoin humain. Et l'humain, ne l'oublions pas, est au cœur de l'école. ■



Agathe Gagé a été de 2014 à 2017 conseillère des ministres de l'éducation Vincent Peillon et Benoît Hamon, et directrice adjointe de cabinet de Najat Vallaud-Belkacem. Elle a également été secrétaire générale de la campagne présidentielle de Benoît Hamon

**« LA QUESTION
DES MOYENS
NE PEUT ÊTRE
BALAYÉE D'UN
REVERS DE MAIN
VENU DE BERCY »**



ADRIÀ FRUITOS